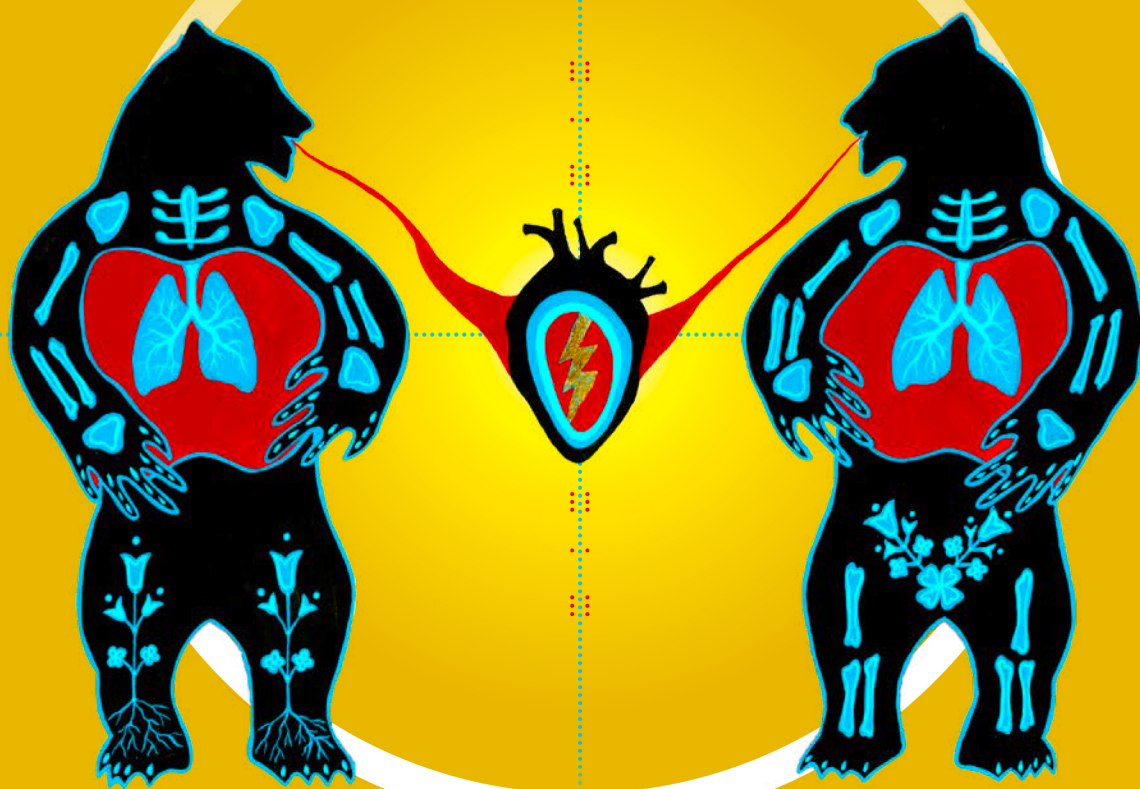


19^e COLLOQUE ANNUEL

En ligne • 10 et 11 mai 2021 • 13h à 17h



Bien-être, services publics et territorialités autochtones



Eruoma Awashish, Souffle de vie (2017)

Inscription et programmation: <https://www.ciera.ulaval.ca/>

Soirée artistique autochtone
11 mai 2021, 19h

Artistes : Wapikoni mobile
Marie-Andrée Gill, Matiu

À l'animation: Le Cercle Kisis

En direct sur
notre chaîne
[YouTube](#)

Crédit photo: Sophie Gagnon-Bergeron

Crédit photo: Julien Choquette



Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

Canada



CERCLE
KISIS



Fonds de recherche
Société et culture
Québec

Secrétariat
aux affaires
autochtones

Québec

Partenaires

Le 19^e colloque annuel du Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones (CIÉRA), en collaboration avec l'Association étudiante autochtone (AÉA) de l'Université Laval et le Cercle Kisis, bénéficie de l'appui des principaux partenaires suivants :



Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Canada

*Fonds de recherche
Société et culture*

Québec



*Secrétariat
aux affaires
autochtones*

Québec



UNIVERSITÉ
LAVAL

Table des matières

Mot de la directrice du CIÉRA-UL	4
Présentation de la thématique	6
Programme du colloque	8
Lundi 10 mai 2021	8
Cérémonie et mot d’ouverture par Michèle Audette	8
Table ronde sur les réalités autochtones en temps de pandémie : regards sur les services publics et le bien-être	8
Panel 1 - Santé, bien-être et territorialités	8
Mardi 11 mai 2021	9
Panel 2 - Mobilité, urbanité, itinérances et bien-être	9
Panel 3 - Savoirs, recherches et pédagogies au service du bien-être	9
Lancement des Cahiers du CIÉRA et mot de clôture	9
Soirée artistique autochtone	9
Programme du séminaire des recherches en cours	10
Lundi 10 mai 2021	10
Mardi 11 mai 2021	10
Soirée artistique autochtone	11
Présentation des artistes	11
Animation de la soirée	12
Résumé des présentations	13
Remerciements	19
Comité d’organisation	20
Comité scientifique	20
Protocole de désistement pour l’enregistrement audio et vidéo et la prise de photographies	21
Informations sur la plateforme de visioconférence Zoom	21
Comment installer Zoom?	21

Mot de la directrice du CIÉRA-UL

Nous voudrions commencer en soulignant que les terres sur lesquelles se trouvent les différents pôles et universités partenaires du CIÉRA font partie de territoires ancestraux qui ont, chacun à leur manière, longtemps servi de lieu de vie, de rencontres et d'échanges entre les Premiers peuples, dont les Wendats, les Ilnus, les Atikamekws, les Anishinabeg ainsi que les Kanien'kehá:ka. Nous honorons, respectons et reconnaissons ces nations qui n'ont jamais cédé leurs droits ni leur autorité souveraine sur les terres et les eaux et à partir desquelles nous nous réunissons aujourd'hui.

En ces temps de pandémie de COVID-19, la santé et le bien-être de l'humain et de son milieu sont au cœur de toutes les préoccupations. Pour les Premiers peuples, ce bien-être a été, dans toute sa globalité et sous toutes ces formes, fragilisé et mis à mal par le colonialisme d'établissement, ainsi que par ses diverses manifestations et déclinaisons. Les épidémies historiques, les maux contemporains qui persistent, la dévalorisation et l'usurpation des savoirs, la violence et la marginalisation, la déconstruction des conceptions mêmes de la santé et du bien-être n'en sont que quelques exemples. Si la pandémie, par l'imposition de « gestes barrières » (masques, distanciation, télétravail, déterritorialisation, etc.), fait réaliser à plusieurs l'importance des relations, il faut alors souligner que la colonisation a, depuis longtemps, graduellement entraîné – ou à tout le moins, elle a tenté d'entraîner – l'effritement des relations entre les Premières peuples et leurs langues, leurs identités, leurs cultures, leurs territoires pourtant essentiels à leur santé et leur bien-être.

Cette 19^e édition du colloque du CIÉRA sur le thème des services publics, du bien-être et des territorialités autochtones n'a pas la prétention de répondre à toutes les questions majeures qui se posent à ce chapitre. Nous espérons toutefois qu'il nous permettra de discuter et de mieux comprendre l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les peuples et individus autochtones, de même que les facteurs et initiatives qui favorisent la santé et le bien-être, ou encore les défis et obstacles qui limitent leur expression.

Au nom du CIÉRA, je remercie, d'abord, tous les participants à ce colloque : acteurs et fins connaisseurs des différentes réalités et milieux de pratique, étudiants et chercheurs. Je remercie, ensuite, les artistes qui nous offrent un moment de bonheur et de bien-être : Wapikoni Mobile (Sipi Flamand, Sonny Papatie et Gervais Mallek), Marie-Andrée Gill et Matiu. Que vos mots, vos images et votre musique nous portent longtemps sur ce chemin sinueux qu'est le bien-être.

Je souhaite aussi exprimer ma gratitude à toute l'équipe qui a mené à bien ce projet (Myriam Lévesque, Louise Nachet, Arielle Frenette, Adèle Clapperton-Richard, Yasmine Fontaine, Justine Auclair, Lucas Aguenier, William Corbin, Andrée-Anne Lafontaine Paul, Marie-Pierre Renaud, Anthony Melanson, et bien entendu, Madame Lise G. Fortin) ainsi qu'à nos partenaires (Association Étudiante Autochtone de l'Université Laval (AÉA), Cercle Kisis, Fonds de recherche du Québec – Sociétés et culture (FRQSC); Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH) et Université Laval).

Enfin, un merci tout particulier à l'équipe technique (Karl-Emmanuel Picard de l'Anti-Bar et spectacle à Québec et American Interpretation) ainsi qu'aux traducteurs pour leur travail exceptionnel.

Je vous souhaite à tous et à toutes un bon colloque!

Geneviève Motard

Directrice du CIÉRA – Université Laval

Présentation de la thématique

La pandémie de la COVID-19 a eu un impact différencié sur la société. Loin de la toucher de manière uniforme, la pandémie de la COVID-19 et ses conséquences ont au contraire accentué la vulnérabilité des populations sujettes à d'importantes inégalités socio-économiques et à un accès difficile aux services sociaux et sanitaires, dont les peuples autochtones (Lane et Cerda 2020; Belaïdi et Koubi 2020).

En effet, les inégalités préexistantes en matière d'accès à la santé, à la protection sociale, à l'emploi, à la sécurité alimentaire et foncière, à l'éducation, ou au logement ont toutes renforcé de manière disproportionnée, bien que différente, leur vulnérabilité au virus. C'est le cas des peuples du Grand Nord canadien, déjà exposés aux infections pulmonaires dues à la désuétude des infrastructures et le manque de logements (Peyton et al., 2020) ou encore des peuples autochtones d'Amazonie ne pouvant plus compter sur la présence de milliers de médecins cubains renvoyés dans leurs pays en 2018 à la suite de déclarations polémiques du président Jair Bolsonaro (Ferrante et Fearnside, 2020; Meneses-Navarro et al., 2020). Aux États-Unis, le manque d'eau courante et l'inadéquation des logements au sein de la nation Navajo seraient des facteurs déterminants pour expliquer le taux d'infection à la COVID-19 dix fois plus élevé que celui de la population générale de l'Arizona (Kakol, Upson et Sood 2020).

S'il y a bien une chose que la pandémie a donc mise en évidence, c'est l'inadéquation voire l'inexistence des services publics et des ressources disponibles pour les peuples autochtones afin de favoriser leur bien-être et leurs efforts éventuels d'autodétermination. Une situation problématique qui prévalait bien avant la COVID-19. Au Québec, dans un rapport édifiant publié quelques mois avant la pandémie, la Commission Viens avait souligné que la relation entre les peuples autochtones et les services publics du Québec était entachée de discrimination systémique. Un an après avoir été rendu public, la mort tragique de Joyce Echaquan, une femme atikamekw victime de maltraitance dans un hôpital, est venue illustrer les conclusions de la Commission Viens et rappeler le manque d'action du gouvernement depuis sa publication. Dans d'autres cas en effet, ces discriminations se sont tout simplement traduites par l'absence de services publics, privant ainsi de nombreux individus et communautés de leurs droits fondamentaux et de leur dignité.

Comment les revendications des Peuples autochtones concernant les services publics s'articulent-elles dans différents contextes culturels et nationaux ? La pandémie pourrait-elle être l'occasion de favoriser de nouvelles orientations pour les relations entre les peuples autochtones et les services publics ? Ce questionnement ne relève pas simplement d'un enjeu administratif et de gestion: derrière la relation entre les peuples autochtones et les services publics se trouve leur relation avec l'État et la société allochtone. Que ce soit par l'adaptation des services existants ou par la création et/ou l'expérimentation de services dirigés par les autochtones eux-mêmes, les peuples autochtones et leurs alliés ne manquent pas de propositions pour améliorer leurs conditions de vie dans une perspective décolonisatrice et émancipatrice.

La pandémie de Covid-19 est aussi venue rappeler l'importance des débats autour de l'autodétermination et l'autonomie des populations autochtones. En effet, malgré une diffusion importante de la COVID-19 à travers le Canada, le taux d'infection des communautés autochtones est sensiblement inférieur à celui du reste de la population en partie grâce à la mise en place de mesures préventives comme la fermeture de leurs territoires. De tels exemples devraient inspirer de futures recherches et des approches novatrices en matière de santé publique avec les peuples

autochtones. Comment les peuples autochtones peuvent-ils profiter de la crise pour faire valoir leurs intérêts ? Notons également que l'autonomie n'a pas toujours été vécue de manière positive par l'ensemble des populations autochtones. La situation actuelle est ainsi venue souligner les situations d'instrumentalisation des notions « d'autonomie » et « d'autodétermination » par certains États qui cherchent davantage à se délester des problèmes vécus par les populations autochtones que d'y répondre. Le contexte de pandémie et la récession économique imminente constituent également une opportunité pour de nombreux États de réduire les libertés civiles et d'initier davantage de réformes qui pourraient, entre autres effets néfastes, réduire l'accès des peuples autochtones aux services et ressources publics.

Plus que jamais, la recherche critique doit être engagée pour élaborer des solutions et mettre en place des changements positifs concrets pour et avec les communautés. Toutefois, le contexte actuel de COVID-19 a affecté les bases des relations qui existaient entre les chercheurs et les populations autochtones, notamment en creusant les enjeux liés à l'accès aux technologies numériques de communication ou liés à l'impossibilité de mener des séjours de recherche sur le terrain. Pour les chercheurs, ces enjeux compliquent l'élaboration de méthodologies participatives et collaboratives permettant de partager les voix et épistémologies autochtones. Comment mener une recherche dans un tel contexte ? Là encore, la pandémie tend à mettre en évidence les difficultés déjà existantes et offre aux chercheurs l'occasion de réévaluer comment ils peuvent renforcer de manière positive la relation entre leur travail et les intérêts, priorités et épistémologies des communautés et organisations autochtones. La situation actuelle appelle à réfléchir au rôle et au positionnement des chercheurs allochtones, à la réciprocité réelle des bénéfices du terrain de recherche et à la charge imposée aux communautés par l'industrie de la recherche (Pfeiffer, 2018). Comment la situation actuelle nous pousse-t-elle à repenser le paradigme de la recherche collaborative en milieu autochtone ? Doit-on repenser le rôle du terrain de recherche comme un rite de passage (Fisher, 2011; Giabiconi, 2013)?

Le colloque rassemble des membres de la communauté scientifique, des Premières Nations, des Métis et des Inuit, de la communauté étudiante des cycles supérieurs, des organismes gouvernementaux et des milieux sociaux, politiques, économiques et culturels. Par les échanges qu'il stimulera, cet événement sera une occasion unique d'offrir aux participants un espace d'échange prometteur en vue d'améliorer le bien-être des peuples autochtones.

Nous vous remercions de vos contributions et de votre participation!

Bon colloque!

Le comité d'organisation

Programme du colloque

Lundi 10 mai 2021

Cérémonie et mot d'ouverture par Michèle Audette

13h00-13h15

- **Maître de cérémonie : Geneviève Motard**, Professeure titulaire, Faculté de droit, Université Laval, Directrice du Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones (Université Laval).
- **Invitée d'honneur : Michèle Audette** est adjointe au vice-recteur aux études et aux affaires étudiantes et conseillère principale à la réconciliation et à l'éducation autochtone de l'Université Laval

Table ronde sur les réalités autochtones en temps de pandémie : regards sur les services publics et le bien-être

13h15-15h

Animée par **Marie-Pierre Bousquet**, professeure au Département d'anthropologie, Université de Montréal.

- **Sipi Flamand**, vice-chef au Conseil de la nation atikamekw Manawan
- **Lisa Westaway**, directrice du Kateri Memorial Hospital à Kahnawake
- **Jimmy Siméon**, navigateur autochtone pour Médecins du monde
- **Jason Coonishish**, coordonnateur des Services préhospitaliers et des mesures d'urgence, Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James

- Pause de 30 minutes -

Panel 1 - Santé, bien-être et territorialités

15h30-17h00

Présidé par **Gérard Duhaime**, professeur au Département de sociologie, Université Laval.

- **Christine Vézina**, professeure à la Faculté de droit, Université Laval. *Penser la mise en œuvre du droit à la santé des personnes autochtones au Québec à travers l'expérience des organismes communautaires œuvrant auprès des personnes marginalisées.*
- **Marie-Claude Tremblay**, professeure au Département de médecine familiale, Université Laval. **Sandro Echaquan**, infirmier praticien spécialisé en soins de première ligne. *Promouvoir la sécurisation culturelle des soins : L'exemple d'un projet de co-développement d'intervention avec trois communautés atikamekw*
- **Susane Havelka**, post-doctorante au Département de géographie, Memorial University. *L'autodétermination dans l'environnement bâti: comment un programme de financement pour le logement auto-construit durant les années 1980 a favorisé le sentiment de chez soi et les aspirations à l'autodétermination*
- **Lucie Nadeau**, Professeure agrégée, pédopsychiatre, Université McGill. **Dominique Gaulin**, candidate au doctorat en travail social, Université de Montréal. **Janique Johnson**, candidate au doctorat en psychiatrie transculturelle, Université McGill. *Décolonisation de*

la recherche-action: illustration des enjeux et défis à travers une communauté de pratique en santé mentale et bien-être jeunesse au Nunavik

Mardi 11 mai 2021

Panel 2 - Mobilité, urbanité, itinérances et bien-être

13h00-14h30

- **Christopher Fletcher**, professeur au Département de médecine sociale, Université Laval. *Quelle place pour les Inuit dans les services de santé du sud du Québec?*
- **Mathilde Lapointe**, maîtrise en anthropologie, Université Laval. *Perspectives croisées sur les expériences des Inuit de Montréal dans le système de santé public : entre le regard des infirmières et celui des patients inuit*
- **Doris Farget**, professeure au Département des sciences juridiques, Université du Québec à Montréal. **Léa Serier**, coordinatrice justice, Femmes autochtones du Québec
La collaboration entre le SPVM et la communauté autochtone urbaine de Tiohtiá:ke/Montréal: le cas des disparitions et assassinats de filles et de femmes autochtones
- **Marie-Charlotte Pelletier-De Koninck**, candidate au doctorat en anthropologie, Université de Montréal. *L'enjeu de la beauté de la culture: tensions autour des concours de Miss et Mister Terena*

- Pause de 30 minutes -

Panel 3 - Savoirs, recherches et pédagogies au service du bien-être

15h00-16h30

Présidé par **Karine Croteau**, professeure à l'École de travail social, Université d'Ottawa.

- **Gérard Duhaime**, professeur au Département de sociologie, Université Laval. Sébastien Lévesque, professionnel de recherche à la Chaire de recherche du Canada sur la condition autochtone comparée, Université Laval. *La recherche comme levier d'action sociale – Le cas du coût de la vie au Nunavik*
- **Dominique Gaulin**, candidate au doctorat en travail social, Université de Montréal. *La place des savoirs autochtones en santé mentale: Le rôle des chercheurs et des intervenants dans l'autochtonisation des services*
- **Guitté Hartog**, Ph. D et **Perla Fragoso**, Ph. D. *L'art de survivre aux violences féminicides de sa fille, de sa mère ou de sa sœur, Yucatan, Mexique*
- **Rosalie Champagne-Côté**, candidate à la maîtrise en sciences forestières, Université Laval. *Mise en place d'aires protégées autochtones : le cas de la réserve de biodiversité Akumunan*

Lancement des Cahiers du CIÉRA et mot de clôture

16h30-17h00

Soirée artistique autochtone

À partir de 19h00

Programme du séminaire des recherches en cours

(*Sur invitation uniquement*)

Lundi 10 mai 2021

9h30-12h00

- **Chloé Le Mouel**, candidate au doctorat, anthropologie, Université Laval. *Compétences spatiales inuit au sein de la Maison de la famille Qarmaapik au Nunavik*
Avec **André Casault**, professeur à l'École d'architecture, Université Laval
- **Gabriel Marcotte**, candidat à la maîtrise en sciences de l'éducation, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue. *L'apprentissage de la musique et la persévérance scolaire chez les anicinapek du village du Dozois*
Avec **Jo Anni Joncas**, professeure à la Faculté d'éducation, Université de Sherbrooke

Mardi 11 mai 2021

9h30-12h00

- **Philippe Boucher**, candidat à la maîtrise en criminologie, Université de Montréal. **Renaud Boisvert**, étudiant au baccalauréat en droit, Université de Montréal. *Interventions et ressources en matière de violence familiale en contexte autochtone*
Avec **Geneviève Motard**, professeure à la Faculté de droit, Université Laval
- **Lauriane Ouellet**, candidate à la maîtrise en santé publique, Université Laval. *Le développement d'une offre de services en réadaptation en contexte socioculturel inuit : Défis, stratégies et considérations pour le futur*
Avec **Caroline Hervé**, professeure au Département d'anthropologie, Université Laval
- **Jeanne Desrochers-Arsenault**, candidate au doctorat, sciences forestières, Université Laval. *Pistes de solution concernant l'attraction et la rétention de la main-d'œuvre forestière de la Première Nation des Atikamekw de Wemotaci*
Avec **Martin Hébert**, professeur au Département d'anthropologie, Université Laval

Soirée artistique autochtone

Une fois de plus, le colloque du CIÉRA propose à ses participant.es d’assister à une soirée artistique spécialement conçue pour l’évènement. Cette année, nous aurons la chance de visionner des courts-métrages et d’entendre des prestations musicales et poétiques issues de la talentueuse scène autochtone du Québec et d’interagir avec les artistes.

La soirée aura lieu le **11 mai 2021 à partir de 19h** en direct de [notre chaîne YouTube](#).
N’hésitez pas à vous y abonner!

À noter que l’évènement n’est disponible qu’en direct. Par conséquent il n’y aura pas de rediffusion ultérieure de la soirée.

Présentation des artistes

Marie-Andrée Gill

Issue de la communauté de Mashteuiatsh (Saguenay), la poétesse innue Marie-Andrée Gill est devenue une icône de la poésie autochtone québécoise contemporaine. Elle publie son premier recueil, *Béante*, en 2012 qui est aussitôt récompensé du Prix Poésie des Prix littéraires du Salon du livre du Saguenay–Lac-Saint-Jean, et nommé au Prix de poésie du Gouverneur Général. Son deuxième recueil racontant sa jeunesse à Mashteuiatsh, *Fruiter*, sera lui aussi salué par la critique. Artiste engagée, Marie-Andrée Gill explore avec une grande sensibilité et profondeur le monde, ses défis et sa beauté.

Matiu

Originaire de la communauté de Mani-Utenam (Côte-Nord), l’artiste innu Matiu fait partie des figures les plus remarquables de la jeune scène autochtone québécoise actuelle. Après avoir lancé son EP éponyme en 2017, il lance son premier album, *Petikat*, qu’il présente dans de nombreux spectacles et festivals à travers la province. Il reçoit le prix d’artiste de la relève dans le cadre du Gala de musique autochtone *Teweikan* 2018 ainsi que celui de spectacle de l’année et artiste de blues/rock de l’année en 2019. Avec sa voix brute et ses sonorités folk/rock, cet auteur-compositeur engagé aborde de manière authentique et poétique les relations humaines et la quête identitaire autochtone.

Wapikoni mobile

Fondé en 2004 par le Conseil de la nation Atikamekw, le Conseil des jeunes des Premières Nations du Québec et du Labrador et la cinéaste Manon Barbeau, le Wapikoni mobile est un studio ambulant de formation et de création audiovisuelle et musicale consacré aux jeunes autochtones. Depuis plus de quatorze ans, des milliers de participants du Wapikoni de 27 nations ont collaboré à la réalisation de plus de 1000 courts-métrages traduits en plusieurs langues et récipiendaires de 160 prix et mentions dans des festivals nationaux et internationaux. Au moyen de studios ambulants munis d’équipements à la fine pointe des technologies numériques, les ateliers de formation et de création audiovisuelle et musicale offrent aux participants des ressources auxquelles ils n’ont souvent pas accès dans leur communauté. Au-delà de l’art et de la liberté d’expression, la vidéo et la musique deviennent de puissants outils de transformation sociale pour les jeunes autochtones. Le Wapikoni mobile est un organisme à but non lucratif et caritatif, et est partenaire officiel de l’UNESCO.

Animation de la soirée

Cercle Kisis

Fondé en 2014, le Cercle Kisis est un organisme autochtone à but non lucratif œuvrant au rapprochement entre les peuples et au rayonnement des cultures, des arts et patrimoines autochtones. « Kisis » signifie soleil en Anishinaabemowin, à l'image de ce rayonnement et du cycle de la lumière. Festivals, documentaires, conférences, projections, et discussions font partie du large éventail d'activités culturelles et artistiques que propose le Cercle Kisis chaque année au Québec. Le Cercle Kisis offre également, depuis 2019, des cours de langue autochtones à Québec et agit à titre de plateforme de diffusion pour les événements culturels et artistes autochtones.

Résumé des présentations

Panel 1 - Santé, bien-être et territorialités

Christine Vézina, Professeure à la Faculté de droit, Université Laval. Co-responsable du Groupe d'étude en droits et libertés (GEDEL) et du Centre d'étude en droit administratif et constitutionnel (CEDAC). Chercheure régulière au sein de l'équipe de recherche Violence et Justice (VI-J), du Centre de recherche en droit public (CRDP) et de l'Observatoire des profilages.

Penser la mise en œuvre du droit à la santé des personnes autochtones au Québec à travers l'expérience des organismes communautaires œuvrant auprès des personnes marginalisées

La recherche empirique que j'ai effectuée il y a 10 ans pour mieux comprendre les rapports entre les organismes communautaires de lutte au VIH et le droit à la santé des personnes marginalisées au Québec révèle que le lien social et l'altérité sont des vecteurs puissants de la mise en œuvre de ce droit, qui impose des obligations à l'État en vertu du Pacte international relatif aux droits économiques sociaux et culturels (PIDESC). En partant de ce modèle, nous poserons un regard critique sur les obstacles à l'accès aux soins et services de santé pour les personnes autochtones dont les effets peuvent aller jusqu'à entraîner la mort. Nous proposerons quelques pistes de réflexion centrées sur les trois arguments suivants : 1) l'accès et l'acceptabilité des soins et services sans-discrimination est tributaire de l'action de « passeurs » susceptibles de décoder les réalités et les besoins des personnes autochtones et de les faire pénétrer dans le réseau de la santé et des services sociaux; que 2) le respect de leur autonomie et un financement pérenne sont indispensables au travail de ces passeurs; et, de ce fait 3) ces exigences ne peuvent être laissées au bon vouloir de l'État puisqu'elles s'imposent à lui en vertu du PIDESC.

Marie-Claude Tremblay, Professeure au Département de médecine familiale, Université Laval.

Sandro Echaquan, infirmier praticien spécialisé en soins de première ligne

Promouvoir la sécurisation culturelle des soins : L'exemple d'un projet de co-développement d'intervention avec trois communautés atikamekw

Les circonstances tragiques entourant le décès de Joyce Echaquan offrent un exemple poignant du racisme qu'expérimentent les Autochtones dans le système de soins. Cette tragédie a mobilisé l'attention du public et de divers acteurs autour de l'importance de la sécurisation culturelle, une approche de transformation des soins de santé qui prend en compte les besoins, les valeurs, les droits et l'identité culturelle des Autochtones. En partenariat avec le Conseil de la Nation Atikamekw et les communautés de Manawan, Wemotaci et Opitciwan, notre équipe est engagée depuis 2 ans dans une démarche de co-construction d'un nouveau modèle d'intervention pour favoriser la sécurisation culturelle des soins. Ce projet de recherche-action mobilise l'expérience, le savoir et l'expertise de professionnels de la santé, de décideurs et de professionnels atikamekw, d'experts de vécu culturel et d'universitaires. Il vise à développer un nouveau modèle d'intervention culturellement « sécuritaire » qui laisse place à des conceptions différentes du bien-être, de la santé et de la maladie ainsi qu'à des approches différentes de guérison. Cette présentation abordera divers aspects du projet de recherche, et discutera plus largement des relations entre le système de santé, le colonialisme, le racisme et la sécurisation culturelle.

Susane Havelka, Post-doctorante au Département de géographie, Memorial University.

L'autodétermination dans l'environnement bâti: comment un programme de financement pour le logement auto-construit durant les années 1980 a favorisé le sentiment de chez soi et les aspirations à l'autodétermination

ou comment une vieille stratégie des années 1980 dans un programme de logement dirigé par la communauté a peut-être déjà eu des réponses. Le HAP (Home Ownership Assistance Program), un programme qui a championné l'auto-construction et la récolte des matériaux pour les maisons en rondins, a considérablement amélioré la quantité, la qualité et le bien-être général des citoyens qui occupent ces logements. Pourtant, le concept reste en marge des systèmes conventionnels de construction? fourniture de logements en milieu autochtone. Pourquoi?

Lucie Nadeau, Professeure agrégée, pédopsychiatre, Université McGill.

Dominique Gaulin, Candidate au doctorat en travail social, Université de Montréal.

Janique Johnson-Lafleur, Candidate au doctorat en psychiatrie transculturelle, Université McGill.

Décolonisation de la recherche-action: illustration des enjeux et défis à travers une communauté de pratique en santé mentale et bien-être jeunesse au Nunavik

La santé mentale et le bien-être de leurs jeunes sont des préoccupations majeures pour les Nunavimmiut (habitant du Nunavik). Bien qu'il existe plusieurs exemples de résilience et de réussites, de nombreux jeunes Inuit sont aux prises avec des difficultés émotionnelles (Kirmayer & al., 2007 ; Kirmayer & al., 2016 ; Rapport de consultation Parnasimautik, 2014), qui se traduisent notamment par un taux de suicide environ 30 fois plus élevé que celui du reste du Québec (Fraser & al., 2015). Les intervenants de première ligne au Nunavik sont confrontés au défi d'alléger cette souffrance, et ont exprimé leurs besoins d'être mieux formés et soutenus, et d'améliorer la collaboration. Pour répondre à ces besoins, une communauté de pratique en santé mentale et bien-être jeunesse, appelée Atautsikut (togetherness), est actuellement mise sur pied au Nunavik dans le cadre d'une recherche-action.

De nombreuses voix, autochtones et allochtones, réclament une décolonisation de la recherche et des pratiques en santé autochtone. La décolonisation est un processus ancré dans le concept d'autodétermination (Inuit Tapiriit, Kanatami, 2015 ; Wilson, 2008). Elle exige un changement de paradigme impliquant la reconnaissance d'épistémologies multiples et met donc l'accent sur les valeurs, les connaissances et les pratiques autochtones dans la recherche (Smith, 2013). Il s'agit aussi de soutenir l'agentivité des communautés autochtones en reconnaissant leurs droits de propriété, contrôle, accès et possession des données de recherche (principes OCAP).

Cette présentation aborde notre processus et nos réflexions à travers le développement de la communauté de pratique Atautsikut qui embrasse le concept de décolonisation, ainsi que les défis rencontrés pour parvenir à une recherche-action incarnant ce concept. Au-delà des décisions de départ, une recherche-action s'incarne dans le décours de sa mise en place, alors qu'elle est confrontée à la réalité du terrain. Cette réalité, vécue aussi à travers la pandémie de la Covid-19, nous a forcés à procéder à des adaptations pour mieux respecter les besoins du terrain.

Panel 2 - Mobilité, urbanité, itinérances et bien-être

Christopher Fletcher, Professeur au Département de médecine sociale et préventive, Université Laval.

Quelle place pour les Inuit dans les services de santé du sud du Québec?

Les disparités en matière de santé qui affectent les Inuit sont importantes et bien ancrées. Le besoin de mettre sur pied des programmes et des approches en santé qui correspondent à leurs réalités a été une source de motivation majeure dans le développement des services au Nunavik, et ce, depuis la signature de la Convention de la Baie James. Or, contrairement au Nord, les Inuit vivant dans les centres urbains du sud du Québec ne bénéficient que de très peu de services leur étant spécifiquement destinés, voire d'aucuns. De fait, malgré le nombre important d'Inuit vivant à Montréal, peu de services de santé offerts dans la métropole sont adaptés aux besoins et aux réalités de cette population urbaine. La situation montréalaise contraste avec celle d'Ottawa, où un grand éventail de services a été développé pour les Inuit qui y vivent. En se fiant aux recherches en cours dans le cadre du projet Qanuikkat Siqinirmiut?, cette présentation offrira d'abord un aperçu sommaire des enjeux auxquels sont les Inuit du sud du Québec en matière de santé. Par la suite, l'impact de certains enjeux administratifs, politiques et culturels sur le développement et l'élaboration de services spécifiquement destinés aux Inuit urbains dans le futur.

Mathilde Lapointe, M.A. en anthropologie, Université Laval.

Perspectives croisées sur les expériences des Inuit de Montréal dans le système de santé public : entre le regard des infirmières et celui des patients inuit

Le nombre d'Inuit qui quitte le Nord pour s'établir dans les grandes villes canadiennes du Sud ne cesse d'augmenter depuis les années 80 : aujourd'hui, 27% de la population inuit du Canada vit en dehors de l'Inuit Nunangat¹. Malgré cette réalité, peu d'études anthropologiques se sont intéressées aux perspectives et aux réalités des Inuit vivant à Montréal de manière permanente, dénotant ainsi l'importance, autant académique que communautaire, de mettre sur pied une base de connaissances à ce sujet². C'est dans cette optique que je me suis intéressée, dans le cadre de ma recherche de maîtrise en anthropologie médicale, à la manière dont les Inuit de Montréal perçoivent leur santé et leur bien-être, ainsi que leur capacité à les maintenir ou à les rétablir selon les ressources institutionnelles, communautaires et personnelles disponibles en contexte urbain. Bien que mon travail ethnographique aborde toutes les facettes de cette problématique, cette présentation se concentrera exclusivement sur les perspectives des participants par rapport à leur capacité à accéder aux soins de santé ainsi que leurs expériences dans le système de santé public en ville. Quatre barrières principales ont été identifiées lors de l'analyse des données comme étant particulièrement prégnantes selon les participants à cette étude : l'accès géographique, les barrières linguistiques, le fonctionnement administratif et la méfiance envers le système de santé. Concernant leurs expériences médicales, trois éléments sont ressortis de manière plus marquée des relations interpersonnelles entre les patients inuit et les professionnels de la santé en milieu institutionnel : la communication verbale et non-verbale, la relation d'aide et la rencontre interculturelle. Nous analyserons dans une perspective critique et post-coloniale ces enjeux afin de saisir non seulement la singularité culturelle, mais également les composantes économiques, politiques, géographiques et historiques des perspectives et des réalités des Inuit qui vivent à Montréal.

Doris Farget, Professeure au Département des sciences juridiques, Université du Québec à Montréal.

Léa Serier, coordinatrice justice, Femmes autochtones du Québec

La collaboration entre le SPVM et la communauté autochtone urbaine de Tiohtiá:ke/Montréal : le cas des disparitions et assassinats de filles et de femmes autochtones

Cette communication visera à présenter les résultats d'une recherche partenariale conduite entre 2017 et 2020, en collaboration avec Femmes autochtones du Québec. À la suite de la signature, en 2015, de l'Accord de collaboration entre le Service de police de la ville de Montréal (SPVM) et le RÉSEAU pour la stratégie de la communauté autochtone urbaine et Montréal, cette recherche documente la réponse du SPVM en cas de disparition ou d'assassinat d'une fille ou d'une femme autochtone sur son territoire. Elle démontre les défis rencontrés par la communauté autochtone urbaine de Montréal pour collaborer avec le SPVM, notamment le manque de sensibilité, d'imputabilité, de reconnaissance des expertises autochtones et de respect pour les principes de non-discrimination et d'égalité réelle par ce service public d'échelle municipale. La recherche met également en lumière les répercussions et les limites que posent ces défis en matière d'accès à un service public ayant pourtant pour mission la protection de tous les individus, y compris les personnes autochtones. Notre communication présentera donc ces défis et identifiera des pistes de réflexion pour améliorer les relations entre les communautés autochtones en milieu urbain et les services publics.

Marie-Charlotte Pelletier-De Koninck, Candidate au doctorat en anthropologie, Université de Montréal.

L'enjeu de la beauté de la culture: tensions autour des concours de Miss et Mister Terena

Les concours de Miss et Mister Terena connaissent une extrême popularité chez les Terena, une communauté autochtone du Centre-sud du Brésil. Au sein de plusieurs réserves, ce sont les événements les plus attendus de l'année. Le mouvement migratoire important vers les zones urbaines et le contact grandissant avec la société brésilienne allochtone a engendré une préoccupation prononcée concernant la « perte de la culture ». Les médias locaux diffusent fréquemment des stéréotypes péjoratifs au sujet des autochtones comme étant des individus violents, paresseux, ivrognes et acculturés. Plusieurs de ces concours ont pour objectif de remettre en question leur acculturation, de montrer la beauté de leur culture, de se donner à voir dans un contexte sans violence en plus de stimuler la participation des jeunes et dynamiser la vie dans les villages. Ils contribuent aussi à la stimulation de l'économie locale en lien avec l'artisanat des habits typiques, des ornements et des peintures corporelles. Ces concours constituent également un espace favorisant les négociations et les relations avec la société nationale, tant sur le plan de l'authenticité de la culture, des conceptions de la beauté que sur le plan politique. Les compétences acquises ainsi que les relations développées à travers l'organisation de ces événements culturels permettent en effet à certains organisateurs de s'impliquer dans la politique interne et municipale.

Malgré le fait que ces concours soient populaires, ils génèrent des tensions entre les principaux acteurs, c'est-à-dire les différents organisateurs, les artisans et les participants. Ces derniers ont souvent des idées divergentes à propos de la forme que devrait prendre les concours et les critères de sélection des gagnants principalement en relation à l'authenticité de leurs habits, ornements et peintures corporelles ainsi que leurs caractéristiques physiques. Cette présentation explorera ces

divers points de tension et les dynamiques entre les différents acteurs impliqués dans les concours de Miss et Mister Terena.

Panel 3 - Savoirs, recherches et pédagogies au service du bien-être

Gérard Duhaime, Professeur au Département de sociologie, Université Laval

Sébastien Lévesque, Professionnel de recherche à la Chaire de recherche du Canada sur la condition autochtone comparée, Université Laval.

La recherche comme levier d'action sociale – Le cas du coût de la vie au Nunavik

En raison de son impact direct sur les conditions de vie des ménages, le coût élevé de la vie au Nunavik est un enjeu qui préoccupe les Nunavimmiut ainsi que les organisations et décideurs de la région. En l'absence de suivi officiel des prix à la consommation par les autorités gouvernementales provinciales ou fédérales, une collaboration en recherche s'est développée au cours des années entre la Chaire de recherche du Canada sur la condition autochtone comparée, l'Administration régionale Kativik et autres acteurs en cause afin de documenter le phénomène de la vie chère au Nunavik. Cette collaboration a mené à la réalisation de plusieurs projets, dont le plus récent avait pour visée de suivre l'évolution des prix à la consommation au Nunavik dans le contexte de l'institution des mesures d'urgence sanitaire liées au contexte de la COVID-19. En mettant en perspective ces travaux, parmi d'autres, cette contribution vise à identifier des fondements et modalités permettant de faire de la recherche un levier pour participer à l'amélioration des conditions de vie de manière concrète et pertinente.

Dominique Gaulin, Candidate au doctorat en travail social, École de travail social, Université de Montréal.

La place des savoirs autochtones en santé mentale: Le rôle des chercheurs et des intervenants dans l'autochtonisation des services

Bien que les Inuit représentent un peuple très largement étudié, les inégalités sociales, politiques et économiques à leur endroit perdurent. Sans s'en rendre compte, nombre de chercheurs et cliniciens font perdurer ces inégalités, que ce soit en imposant des paradigmes ou en omettant tout simplement de reconnaître différentes formes de savoirs et d'expériences au sein des pratiques et de la recherche, notamment dans le domaine de la santé mentale (Brown & Strega, 2015; Kirmayer, Fletcher & Watt., 2009). Ceci dit, la recherche et la pratique en milieu autochtone se montrent de plus en plus claires sur l'importance d'inclure différents savoirs théoriques et expérientiels, d'acteurs variés, afin que les recherches et les services dispensés aux populations soient cohérents avec le contexte et les besoins des communautés (Ellington, 2019 ; Kirmayer & al, 2012 ; Lessard & Bergeron, 2009 ; Martin, 2013 ; Smith, 2013). Il y a reconnaissance qu'à elles seules, les épistémologies et méthodologies occidentales ne peuvent répondre aux besoins des communautés autochtones et qu'une décolonisation des savoirs et méthodes de recherches est nécessaire (Smith, 2013).

Cette présentation abordera les enjeux présents dans la recherche en santé mentale et la pratique en milieu autochtone. Nous nous pencherons sur la genèse de ces défis et les stratégies qui peuvent être mises en place par les chercheurs, en collaboration avec les communautés avec lesquelles ils travaillent, pour surmonter ces défis et contribuer au bien-être et l'autodétermination des peuples autochtones.

Guitté Hartog, Ph.D. en psychologie et chargée de cours à l'Université du Québec à Rimouski et à Chicoutimi en travail social.

Perla Frago, Ph. D. en anthropologie sociale.

L'art de survivre aux violences féminicides de sa fille, de sa mère ou de sa sœur, Yucatan, Mexique

Cinq familles qui survivent chaque jour aux conséquences d'un drame atroce, celui de l'assassinat d'une fillette ou d'une femme, aggravé par des violences misogynes, ont collaboré au projet qui s'est déroulé au Yucatan (Mexique) en territoire maya. Dans ce contexte, tendre des pinceaux, des crayons feutres, des couleurs et des cartons pour permettre à une mère, un fils, une fille, une sœur ou un frère de prendre le temps de dire ce qui habite leur cœur devient dans un premier temps une forme d'attention psycho-affective pour les familles endeuillées. Par la suite, en créant une œuvre collective à partir d'un positionnement axé sur la pédagogie de la tendresse et de la vulnérabilité les messages deviennent plus politiques. La mise en commun des émotions vécues et des processus de résilience se convertissent en informations sensibles qui favorisent une fois traduite en œuvre artistique à la prise de conscience autour des enjeux de la santé mentale et des rapports de pouvoir dans la mobilisation contre les différentes formes de violence faites aux femmes.

Rosalie Champagne-Côté, Candidate à la maîtrise en sciences forestières, Université Laval.

Mise en place d'aires protégées autochtones : le cas de la réserve de biodiversité Akumunan

Depuis une vingtaine d'années, nous assistons à un changement de paradigme dans la gestion des aires protégées au Canada, qui découle notamment d'un mouvement d'appropriation par les communautés autochtones. La réserve de biodiversité (RB) Akumunan, initiée au début des années 2000 par la Première Nation des Innus Essipit (PNIE), est l'une des premières aires protégées d'initiative autochtone ayant vu le jour au Québec. Dans le contexte où la gestion des aires protégées relève du Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, ce dernier s'est entendu avec la PNIE afin de lui déléguer la réalisation de plusieurs activités, dont la mise en place d'un système de suivi de l'efficacité de gestion de la RB Akumunan. Cette entente de collaboration s'inscrit dans la démarche de la PNIE afin d'atteindre l'autodétermination, puisqu'elle permet d'exercer un pouvoir de gestion sur une partie de son territoire ancestral, le Nitassinan. Elle permet aussi à la PNIE d'établir ses propres objectifs de conservation, basés sur le maintien de la biodiversité et du patrimoine culturel autochtone.

Dans le cadre de ce projet, nous co-construisons avec la PNIE l'outil de suivi de l'efficacité de gestion d'Akumunan. Afin d'y parvenir, nous avons effectué des groupes de discussion impliquant une vingtaine de membres de la PNIE, lors desquels ont été déterminées les valeurs associées à l'aire protégée, ainsi que les besoins et la vision des Innus Essipit. Cette étape est primordiale afin de mettre en place un système de gestion répondant à leurs aspirations, sur un territoire géré par eux et pour eux.

Cette documentation de la vision d'Essipit de la RB Akumunan contribuera au développement d'un système de gestion culturellement approprié et pourra orienter le développement d'autres aires protégées d'initiative autochtone.

Remerciements

Pour une 19^{ème} année, le Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones (CIÉRA) organise son colloque annuel. Cette année, le CIÉRA a travaillé en collaboration avec l'Association étudiante autochtone de l'Université Laval et le Cercle Kisis afin d'organiser un événement de réflexion sur le bien-être autochtone. Nous souhaitons tout d'abord remercier ces partenaires sans qui le colloque n'aurait pu avoir lieu.

Nous tenons évidemment à exprimer notre gratitude à l'ensemble des panelistes, artistes, animateurs et animatrices du colloque, ainsi qu'à toutes les personnes nous ayant soumis des propositions de communication. Nous remercions également les professeurs ayant accepté avec enthousiasme de participer aux séminaires des recherches en cours.

Nous adressons donc un grand merci à tous ces participant.e.s pour leur contribution aux multiples réflexions qui prendront place lors de ce colloque.

Nous transmettons également nos plus sincères remerciements à toutes celles et à tous ceux qui ont soutenu ce projet et participé à l'organisation de la Soirée Artistique Autochtone, et plus particulièrement à Arielle Frenette et Adèle Clapperton-Richard, à Kawtar Lakim du Cercle Kisis et à Olivier Lepage de America Interpretation.

Nous remercions tous les artistes qui ont accepté de participer et nous saluons leur extrême générosité ainsi que leur soutien à notre initiative. Nous remercions finalement chaleureusement tous les bénévoles et toutes les personnes des réseaux autochtones et médiatiques qui ont accepté de diffuser l'information sur nos événements.

Le comité d'organisation

Comité d'organisation

Coordination

Myriam Levesque
Louise Nacet

Association Étudiante Autochtone

Yasmine Fontaine

Cercle Kisis

Kawtar Lakim

Université Laval

Anthony Melanson
Lise Fortin
Geneviève Motard
Adèle Clapperton-Richard
Arielle Frenette
Justine Auclair
Lucas Aguenier
William Corbin
Andrée-Anne Lafontaine Paul
Marie-Pierre Renaud

Comité scientifique

Dimitri della Faille de Leverghem, Sciences sociales, UQO (Directeur du CIÉRA-UQO),

Christopher Fletcher, Médecine sociale et préventive, ULaval

Geneviève Motard, Droit, ULaval (Directrice du CIÉRA-UL)

Caroline Hervé, Anthropologie, ULaval.

Nicolas Houde, Science politique, UQAM (Directeur CIÉRA-Mtl)

Thierry Rodon, Science politique, ULaval,

Marie-Claude Tremblay, Médecine familiale et de médecine d'urgence, ULaval

Protocole de désistement pour l'enregistrement audio et vidéo et la prise de photographies

Chere.es participant.es à la 19^{ème} édition du colloque du CIÉRA,

Le comité organisateur du Colloque tient à vous informer que toutes les communications seront enregistrées afin d'être publiées sur les réseaux numériques du CIÉRA. Cette initiative vise à offrir une meilleure visibilité aux communications des participant.es.

Si toutefois vous ne souhaitez pas que votre intervention fasse l'objet d'un enregistrement ou d'une capture d'écran, prière de contacter le comité d'organisation à l'adresse courriel suivante : colloque@ciera.ulaval.ca

Informations sur la plateforme de visioconférence Zoom

La participation à ce colloque nécessite l'utilisation du logiciel Zoom. Ce logiciel est gratuit et est disponible pour la plupart des types d'ordinateurs, tablettes et de téléphones cellulaires.

Si ce n'est pas déjà fait, nous vous suggérons fortement de vous familiariser à l'avance avec Zoom. Informations de base et présentation du logiciel

Le site de la compagnie Zoom a plusieurs tutoriels en français:

- Mise en route : <https://support.zoom.us/hc/fr/categories/200101697>
- Comment rejoindre une réunion ? <https://support.zoom.us/hc/fr/articles/201362193-Commentrejoindre-une-r%C3%A9union>

Comment installer Zoom?

- Si vous utilisez un ordinateur (par exemple, Windows ou Mac), vous pouvez télécharger l'application Zoom à cette adresse : <https://zoom.us/download>
- Si vous utilisez un téléphone cellulaire ou une tablette fonctionnant avec le système Android, rendez-vous sur Google Play Store et cherchez « Zoom Cloud Meetings » <https://play.google.com/store/apps/details?id=us.zoom.videomeetings>
- Si vous utilisez un téléphone cellulaire ou un iPad fonctionnant avec le système IOS, rendez-vous sur l'App Store et cherchez « Zoom Cloud Meetings » <https://itunes.apple.com/us/app/id546505307>